

A la recherche du vocabulaire d'une « révolte »

Par Paul Masotta, Président de l'association l'Épingle

Je doute que l'article des DNA, dans son édition du 4 mars 2021, consacré à l'ESEIS permette à ses lecteurs de se faire une idée, même approximative, de la situation d'une école qu'un « vent de révolte », une « tourmente » agitent.

Quelques heureuses réflexions sur une « crise qui existait depuis des années, que la situation sanitaire n'a fait qu'amplifier, sur un problème de fonctionnement et de pédagogie, un problème de fond », sur « un manque de concertation et une désorganisation du dispositif de formation » plantent le décor polémique mais ne sauraient permettre au lecteur de se frayer un chemin critique. Seuls un mince effort d'exposition du problème et une courte juxtaposition des points de vue divergents tiennent lieu d'éléments de compréhension d'une situation qui a conduit une partie non négligeable des étudiants de cette école à créer un « collectif » et a conduit une partie aussi peu négligeable des formateurs en arrêt pour maladie ou à la démission.

La seule juxtaposition de points de vue antagonistes ne suffira pas à nous donner une image nette du malaise décrit, pas plus que de ses conséquences sur la vie de tout un secteur éducatif et social qui porte concrètement une part essentielle des politiques sociales.

Le lien certainement étroit, direct de la « révolte » ou de la « colère », comme l'article nomme le mouvement des étudiants, le lien étroit, intime de la désespérance des formateurs avec le démantèlement des métiers de l'éducation spécialisée et du travail social est loin d'apparaître dans cet article. Il pointe cependant le bout de son nez dans les propos rapportés du président de l'AFRIS qui s'explique le malaise comme l'effet d'une résistance à « des réformes visiblement difficiles à vivre pour certains d'entre eux (les formateurs) plus habitués aux apprentissages basés sur une « relation directe avec les élèves » qu'au formalisme ». Cette distinction, relation directe / formalisme, qui se présente, pour le moins, comme une tension dans laquelle la dimension de la relation s'efface devant les éléments formels de la formation ou, au pire, y succombe, nous donne une indication parfaitement lisible de ce à quoi s'opposent étudiants et formateurs récalcitrants. Elle nous fait une image nette du « changement » auquel ils résistent, des « réformes » qu'ils refusent.

Ce changement qu'ils rejettent a déjà produit nombre de ses effets. Relevons par exemple la réduction à peau de chagrin de la place des formateurs permanents, dont le statut d'enseignant-formateur est de surcroît en voie de disparaître, au profit de tâches d'organisation de la formation, où l'on voit que la relation directe succombe au formalisme ; ajoutons l'inflation du nombre de formateurs

vacataires, de plus en plus occasionnels, isolés et instrumentalisés dont les enseignements ne sont plus coordonnés que par des tableaux « formels » : ici encore la dimension relationnelle succombe. Bien d'autres symptômes de la brûlante actualité d'une controverse qui n'a pas encore trouvé, ou qui tarde à reconnaître son vocabulaire devraient être détaillés.

Le mépris dont des étudiants et des formateurs se plaignent d'être victimes ne saurait se comprendre par l'inconfort personnel devant la nécessité du formalisme qui bouleverserait les habitudes, mauvaises forcément ici.

Dans cette « colère », dans la « tourmente » dont on peut bien, ici ou là, souhaiter qu'elle soit contenue comme la tempête dans le verre d'eau, ne voit-on pas que s'exhale une querelle sur la question éducative et sociale qui a longtemps accompagné, de sa nécessité démocratique, de ses attendus institutionnels, la formation des travailleurs sociaux ? N'y reconnaît-on pas l'appel au maintien d'un questionnement sur le « travail social », sur l'éducation, autant que sur la définition de la place d'une école dans la vie de tout un secteur qui emploie des professionnels qu'il contribue à former ? Ces débats aujourd'hui nous en perdons le vocabulaire et il nous faut le retrouver en grattant le vernis de la novlangue.

C'est ce à quoi s'emploie, dans une remarquable intuition, le collectif des étudiants qui réclament une formation exigeante, parce qu'elle donne accès à un métier qu'ils veulent contribuer à définir. Leur intuition les aspire à devenir « gens de mestier », gens de « menester », gens au service : mais gens au service de quoi ? Du ministère et de son formalisme ou bien plutôt au service d'un devoir de protection et de solidarité qui exige, pour sa mise en œuvre, de ne jamais perdre de vue l'émancipation dont ils se font les instruments et qui les obligent ?

Leur intuition les porte à considérer que l'objet du travail éducatif et social se rencontre au lieu même de la défaite de l'émancipation, de la déroute de l'autonomie, qui est aussi le lieu d'une faillite institutionnelle. Est-il raisonnable de penser qu'une formation qui serait définie par son formalisme puisse relever le défi audacieux de préparer des professionnels à affronter une tâche aussi délicate qu'impossible à formaliser, qui oblige à une attention soutenue et obstinée à la singularité des situations de fragilité ou de détresse qu'ils rencontrent ? En d'autres termes, est-il pensable qu'une visée d'autonomie puisse être conduite, élaborée par des « agents » qui auraient été privés de cette autonomie, de la capacité de construire, d'élaborer leur pratique au plus près des obstacles concrets qu'ils affrontent ?

C'est là l'enjeu de la formation, et partant, c'est dans cet espace que pourrait se définir l'importance d'une école dans la vie du secteur, comme il est convenu de nommer la constellation des associations et des institutions du travail social et de l'éducation spécialisée. Or, ce défi ne peut pas être relevé par un lieu de formation qui ne procéderait pas d'une proximité de l'enseignant et de ses étudiants, proximité marquée du sceau de sa propre parole, de son propre engagement dans la parole. Il ne saurait être assumé sans un enseignement portant haut un dialogisme exigeant et permanent, ni une attention et un accompagnement soutenus de la capacité de l'étudiant, du futur professionnel d'élaborer sa pratique à destination des plus faibles, des laissés pour compte.

L'intuition des étudiants et des formateurs qui refusent de se rendre à la présumée puissance de ce nouvel ordre nous conduit aussi à penser que la disparition de l'enseignant-formateur qui a longtemps été le mur porteur de l'école est funeste puisque c'est l'école comme telle qu'elle met à bas. Les nouveaux architectes des formations du social et de l'éducatif peuvent-ils l'ignorer ?

le 8 mars 2021